|  |
| --- |
|  |

|  |  |
| --- | --- |
| MARCHéS PUBLICSDÉCLARATION du candidat individuelou du membre du groupement | dc2 |

|  |
| --- |
| Identification de l’acheteur |

Institut National Polytechnique de Toulouse

6, allée Émile Monso - BP 34038

31029 Toulouse cedex 4

Tél. : 05 34 32 30 00

www.inp-toulouse.fr

Pouvoir adjudicateur : Président de Toulouse INP

|  |
| --- |
| Objet de la consultation |

Entretien et maintenance des équipements HT/BT et divers travaux d'électricité sur le campus de Labège.

|  |
| --- |
| Identification du candidat individuel ou du membre du groupement |

**C1 – Cas général :**

* Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise ou un artisan au sens du II de l’article [57](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=472C92D591AB98D875B571C6AE686FBC.tpdila19v_3?idArticle=LEGIARTI000032299667&cidTexte=LEGITEXT000032299346&dateTexte=20161026) du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

Oui

Non

* Siège social :

(Le candidat doit obligatoirement renseigner toutes les lignes. Ces informations sont essentielles au bon déroulement de la procédure).

|  |  |
| --- | --- |
| Dénomination sociale |  |
| Forme juridique |  |
| Adresse |  |
| Code Postal |  |
| Ville |  |
| Téléphones |  |
| Courriels |  |
| Siret (\*\*\*) |  |
| N° TVA Intracom. |  |

(\*\*\*) A défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm).

* Établissement qui exécutera la prestation (si différent du siège social) :

(Le candidat doit obligatoirement renseigner toutes les lignes. Ces informations sont essentielles au bon déroulement de la procédure).

|  |  |
| --- | --- |
| Dénomination sociale |  |
| Forme juridique |  |
| Adresse |  |
| Code Postal |  |
| Ville |  |
| Téléphones |  |
| Courriels |  |
| Siret (\*\*\*) |  |
| N° TVA Intracom. |  |

(\*\*\*) A défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm).

**C2 - Cas particuliers en cas de marché public réservé :**

Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l’une des conditions qui suivent et postulant à un marché public réservé en application des articles [*36*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6191BD8B70026710BA8045F09D83AC0D.tpdila23v_2?idArticle=LEGIARTI000030922253&cidTexte=LEGITEXT000030921938&dateTexte=20160401) ou [*37*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6191BD8B70026710BA8045F09D83AC0D.tpdila23v_2?idArticle=LEGIARTI000030922255&cidTexte=LEGITEXT000030921938&dateTexte=20160401&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=) de l’ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 coche la case correspondant à sa situation. Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu’il n’est pas établi en France, précise son statut juridique et fournit les textes relatifs à ce statut et sera tenu de les fournir au stade de la vérification des candidatures, sauf dans les conditions de l’article [*53*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=472C92D591AB98D875B571C6AE686FBC.tpdila19v_3?idArticle=LEGIARTI000032299887&cidTexte=LEGITEXT000032299346&dateTexte=20161026) du décret n° 2016-360.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Statut du candidat individuel ou du membre du groupement** | |  |
| Entreprise adaptée.  (Article [L. 5213-13](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903712&dateTexte=&categorieLien=cid) du code du travail)  ou structures équivalentes | Le contrat d’objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d’entreprise adaptée délivré par la direction régionales chargées de l’emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle ce document est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
| Établissement et service  d’aide par le travail**.**  (Article [L. 344-2 et s](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006797692&dateTexte=&categorieLien=cid). du code de  l’action sociale et des familles)  ou structures équivalentes | Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l’arrêté préfectoral portant autorisation de création :  Lorsqu’il n’y a pas eu de publication de l’arrêté au recueil d’actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d’établissement ou de service d’aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
| Structures d’insertion par  l’activité économique.  (Article [L.5132-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903498) du code du travail)  ou structures équivalentes | La preuve de la reconnaissance du statut de structure d’insertion par l’activité économique ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |
| Entreprises de l’économie  sociale et solidaire.  ([Article 1er](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=F369BF918EE57F22F599A018517496DD.tpdila22v_1?idArticle=JORFARTI000029313536&cidTexte=JORFTEXT000029313296&dateTexte=29990101&categorieLien=id) de la loi 2014-856 du  31 juillet 2014)  ou structures équivalentes | La preuve de la qualification d’entreprise de l’économie sociale et solidaire ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : |

## Cas spécifiques relatifs aux conditions de participations

* 1. Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d’opérateurs économiques agréés au sens de l’article 54 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics **et** que l’acheteur est un pouvoir adjudicateur :
* Indication du nom de la liste officielle :
* Références sur lesquelles l’inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :

### (L’attention du candidat est attirée sur le fait qu’il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l’ensemble des conditions de participation fixées par l’acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d’inscription sur la liste officielle ou le certificat d’inscription sur cette liste).

* Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d’inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
* Adresse internet :
* Renseignements nécessaires pour y accéder :
* 2. Lorsque le marché public est soumis au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics **et** que l’acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu’ils disposent de l’aptitude et des capacités requises en application du second alinéa de l’article 49 de ce décret :

Le candidat déclare sur l’honneur satisfaire à l’ensemble des conditions de participation requises par l’acheteur.

*(Dans ce cas, il est inutile de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire ; le remplissage du formulaire est terminé).*

|  |
| --- |
| Renseignements relatifs à l’aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée par le contrat |

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle.

**E1 - Renseignements sur l’inscription sur un registre professionnel :**

**E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l’autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l’organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d’origine, le service concerné :**

|  |
| --- |
| Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement |

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière.

**F1 - Chiffre d’affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Exercice du ......................  au ...................... | Exercice du ......................  au ...................... | Exercice du ......................  au ...................... |
| Chiffre d’affaires global |  |  |  |
| Part du chiffre d’affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l’acheteur) | % | % | % |

Lorsque les informations sur le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l’opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

* ………./………./……….

**F2 – Autres informations requises par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière :**

(Chiffre d’affaires moyens sur la période demandée par l’acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d’actif et de passif, informations sur le niveau approprié d’assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l’acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire).

**F3 – Pour les marchés publics de travaux :**

Le candidat déclare qu’il aura souscrit un contrat d’assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale (Article L. 241-1 du code des assurances).

|  |
| --- |
| Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement |

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la technique et professionnelle.

**G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière, qu’il peut récapituler ici :**

**G2 - Documents de preuve disponibles en ligne :**

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

* Adresse internet :
* Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s’appuie pour présenter sa candidature |

Rubrique à renseigner dans l’hypothèse où le candidat ou l’un des membres du groupement s’appuie sur la ou les capacités d’un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l’unissent à cet opérateur, en application du II de l’article 48 du décret n°  2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou du II de l’article 40 du décret n° 2016-361 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité.

(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par l’acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou l’invitation à confirmer l’intérêt ou en l’absence d’un tel avis ou d’une telle invitation, dans les documents de la consultation. Le candidat sera tenue d’apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d’exécution du marché public).

Désignation du (des) opérateur(s) :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° du lot | Nom du membre du groupement concerné (\*) | Nom commercial et dénomination sociale,  adresse de l’établissement (\*\*), adresse électronique,  numéros de téléphone, numéro SIRET  de l’opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s’appuie (\*\*\*) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*) Préciser l’adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l’établissement.

(\*\*\*) Pour les groupements conjoints.